Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 409

Artikel: TVA : lettre à des camarades socialistes
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1018693

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 30.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

TVA: lettre à des camarades socialistes

Je n'aime pas voir des camarades se déchirer à propos du vote du 12 juin sur le « paquet financier ». C'est vrai que s'agissant d'une hausse des impôts sur la consommation (même si elle doit compenser la baisse des taxes douanières, qui sont également un impôt indirect), l'attitude des socialistes ne peut être que critique et réservée. C'est vrai, tout autant, qu'on peut considérer, selon la manière dont on pondère favorablement ou défavorablement les différentes composantes du compromis du 12 juin, que ce projet est acceptable ou qu'il ne l'est pas. Il n'est pas vrai, en revanche, qu'on doive nécessairement traiter de « suppôts de la bourgeoisie » ceux de nos camarades qui sont favorables à ce compromis. De tels qualificatifs relèvent d'une forme de terrorisme verbal et intellectuel, d'une tentative évidente de culpabilisation qui ne peuvent ni faire progresser les idées socialistes, ni renforcer la cohésion nécessaire pour faire aboutir nos objectifs.

A force de participer aux débats les plus divers relatifs à la votation du 12 juin, j'ai été amené à constater qu'un certain nombre des opposants au « paquet financier » se prononcent au fond moins sur l'objet en cause que sur la société dans laquelle nous vivons. Un tel « transfert » politique n'est d'ailleurs pas nouveau. Ces camarades déplorent la décennale stabilité des forces politiques en présence en Suisse, s'insurgent contre ce qu'ils appellent un manque de combativité des syndicats et du Parti socialiste, dénoncent la mainmise de la bourgeoisie politique et d'affaires sur la vie du pays. Leur « non » exprime ainsi une forme de « ras le bol ». A aucun égard il n'est possible de rester indifférent à de telles observations. Et pourtant, tout compréhensible qu'elle soit, leur attitude est plus doctrinaire que politique.

La vie publique d'un pays est, chaque jour, l'expression d'un rapport de forces qui, au gré des alliances et des ruptures, de l'évolution des conditions économiques, de la prise de conscience, variable et changeante, que les gens ont de l'importance ou de l'urgence d'un problème, permet d'engager certains combats, de réaliser certains objectifs. La mouvance même du rapport de forces fait qu'en politique rien n'est jamais acquis, que ce qui était évident hier ne l'est plus aujourd'hui, sinon demain. A chaque fois, il faut déterminer le possible, qui est la résultante des forces en présence. Bref, l'analyse concrète d'une situation concrète. Le rapport des forces, tel qu'il s'exprime dans le compromis du 12 juin, est clair : le choix, aujourd'hui, est entre la consolidation de ce qui existe (institutions sociales, rôle redistributeur de la Confédération, maintien de l'importance acquise par le secteur public dans l'économie nationale) ou sa démolition, fût-elle partielle. Il suffit de se référer à ce qui s'est passé depuis le rejet du premier « paquet financier » en décembre 1974, pour s'en convaincre.

Pour une vraie mobilisation

Ce constat, à l'évidence, ne satisfait pas les opposants du 12 juin. « Et même devrait-il en coûter plus cher, en cas de rejet du « paquet financier », aux contribuables - salariés - consommateurs - cotisants, disent-ils, après tout pourquoi pas. Au moins les gens seront-ils amenés à prendre conscience de la réalité profonde de l'Etat bourgeois et à se mobiliser. »

Ce raisonnement pêche de deux manières. D'abord parce qu'il est vraisemblable que la bourgeoisie saura trouver des voies et moyens pour boucher les trous financiers, qui ne seront pas brutales au point de mobiliser réellement les gens. Ensuite et surtout parce que cette attitude n'est pas l'expression d'une stratégie globale des socialistes, mais une réaction tactique parfaitement ponctuelle. Tant à l'intérieur d'un parti qu'au niveau de la société prise dans son ensemble, il est vain de vouloir « forcer le destin ». Au mieux on fait naître de faux espoirs, au pire on ouvre la voie à des formes diverses d'incompréhension et de désillusion. Dans tous les cas, on s'affaiblit et on permet à la bourgeoisie de maintenir sa domination.

Le programme du Parti socialiste suisse qui date de 1959 doit être modifié. C'est évident. Un « non » du 12 juin ne constitue pas cependant un nouveau programme.

Jean-Pierre Ghelfi

Haro sur les rentiers

Une enquête (janvier dernier) sur la situation financière des rentiers dans la commune bernoise de Steffisburg : il n'en fallait pas plus à l'organe hebdomadaire de la finance et du patronat helvétique, le bulletin de la Société pour le développement de l'économie suisse, pour mettre en doute le bien-fondé de la neuvième révision de l'AVS (au menu du Conseil des Etats pour la session d'été qui commence le 6 juin).

Nous lisons : « (...) Il ne faut pas perdre de vue la situation financière effective de nombreux rentiers de l'AVS. Comme le montre l'enquête scientiifque menée dans la commune bernoise de Steffisburg, le rôle des rentes AVS dans le revenu total des rentiers s'est progressivement amenuisé, malgré les augmentations de rentes obtenues ».

Et de servir à nouveau la litanie des économies : « (...) La neuvième révision de l'AVS prévoit notamment que les contributions annuelles de la Confédération à l'AVS, qui frisent le milliard de francs, devraient passer en quelques années à deux milliards. Il s'agit donc de montants qui pèsent très lourd sur les finances fédérales déjà sursollicitées. Une partie de cette augmentation est directement imputable aux majorations de rentes envisagées (+ 4,8 % au début de 1978, par exemple). De plus en plus nombreux sont ceux qui demandent une plus grande retenue à l'égard des ajustements de rentes, et en particulier le report de la majoration envisagée pour janvier 1978. Un tel report semble indiqué et réalisable